

Par-delà les querelles partisans Reconstruire la France à l'heure des BRICS



Focus
P. 4-9

DANS CE NUMERO

Monde 10

Poutine propose la paix, l'Europe la guerre



Euronews

France 15

Drogue, l'insupportable banalisation du mal



L'Humanité

Economie 17

Réaliser de grands projets utiles ou disparaître



DMF Engineering

Juillet 2024

3. **EDITORIAL de Jacques Cheminade**
Justes et imposteurs
4. **FOCUS / Législatives**
 - ➔ Par-delà faux monnayeurs et va-t-en guerre
6. ➔ Nos candidats aux législatives
8. ➔ Mobilisation citoyenne – Osons les interpeller !
10. **MONDE / Crise stratégique**
 - ➔ Poutine, Orban, Xi Jinping – Et si c'étaient eux qui faisaient la paix mondiale ?
13. ➔ Sommet de l'OTAN – Le camp de la Paix à la manoeuvre
15. **FRANCE / Sécurité**
Narcotrafic, tueurs à gages – L'insupportable banalisation du mal
17. **ECONOMIE**
Réaliser de grands projets utiles ou disparaître
21. **L'ART ET LA SCIENCE AU PEUPLE ! / Contrôle des masses**
Norbert Wiener, quand l'entropie cognitive mène au capitalisme de surveillance
25. **NOS ACTIONS / S&P sur le terrain**
26. **FRANCE / Solidarité & Progrès**
Samedi 21 septembre 2024 : grand rassemblement avec Jacques Cheminade

Photo de Une : Ecluse de Montmacq-Cambronne-lès-Ribécourt (Oise)

SP VOUS CONNAISSEZ ?

**C'est le parti politique qui publie ce mensuel.
Jacques Cheminade en est le président-fondateur.**

- Nous nous battons pour une économie « physique » utilisant les leviers de la connaissance et de la créativité humaine pour élever le niveau de vie et rendre la dignité à tous ;
- Contre le malthusianisme et le monétarisme (distillés par la City, Wall Street et leurs relais à Bruxelles), nous entendons mettre en faillite contrôlée les spéculateurs en séparant les banques de dépôt et les banques d'affaires ;
- Refonder une banque nationale d'émission de crédit public pour financer la santé, la recherche, l'éducation, les infrastructures ;
- Sortir de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, pour refonder une vraie Europe de la coopération et un nouvel ordre économique mondial (« *Nouveau Bretton Woods* ») basé sur la détente, l'entente et le développement mutuel, loin de la logique de « bloc » qui nous mènent à la guerre.

ADHESION

<https://solidariteetprogres.fr/spip.php?article9394>

CONTACTER S&P ou ses sociétés d'amis en région :

01 76 69 14 50 / contact@solidariteetprogres.org

DON

<https://solidariteetprogres.fr/spip.php?article9031>

NOUVELLE SOLIDARITÉ

Mensuel numérique et papier
publié par Solidarité & Progrès
(Parti politique)
<https://solidariteetprogres.fr>
B.P. 27 - 92114 Clichy cedex
Tél : 01 76 69 14 50
ISSN : 0339-5936
ns.redaction@solidariteetprogres.org

Rédactrice en chef :

Christine Bierre
(bierrechristine@gmail.com)
Directeur de publication :
Karel Vereycken
(erasmus.politicus@gmail.com)
Assistants de rédaction :
Johanna Clerc,
(lawolfeuse@gmail.com)
Chérine Sultan
(cherinesultan2012@gmail.com)
Relecture : Anne-Marie Desachy,
Véronique Charuel, Julie Péréa
Mise en pages : Johanna Clerc
Abonnement : ns.redaction@solidariteetprogres.org

BELGIQUE erasmus.politicus@gmail.com
CANADA Tél. : (514) 461-1557/461-7209
www.comiterepubliquecanada.ca
CDI BP 20004 Place Cremazie, Montréal,
Québec H2P3A4

Justes et imposteurs



Jacques
Cheminade

Président et
fondateur de
Solidarité &
Progrès

Ne pas traiter une question fondamentale quand on sait, ou aurait dû savoir, que c'est une question de vie ou de mort, c'est faire preuve de lâcheté. Fausser la réalité, cela s'appelle imposture. Il faut le dire, même si les mots blessent : après nos élections législatives, le régime des partis nous plonge dans la lâcheté et l'imposture, comme au temps de notre IV^e République vouée aux guerres coloniales.

Les trois grands rassemblements, Ensemble, Rassemblement national et Nouveau Front populaire, sont tous favorables à poursuivre la livraison d'armes à l'Ukraine. Tous se sont ralliés à la politique de l'OTAN. Souveraineté nationale ? Paix ? Comme si elles étaient possibles au sein du commandement intégré de l'OTAN ! Une OTAN qui ne peut même plus se prétendre alliance défensive, mais qui est bel et bien l'instrument de chantage d'un système financier qui s'efforce de survivre en s'imposant par les armes. Jusqu'à envoyer à la mort des centaines de milliers d'Ukrainiens dans une guerre par procuration et diaboliser la Russie au risque d'une escalade nucléaire.

Avantages sociaux légitimes ? Comme si l'économie de guerre et le réarmement imposés par l'oligarchie financière pouvaient tolérer la justice sociale ! Modération et apaisement ? Les programmes des uns et des autres font comme si la soumission au capital financier allait de soi ! Le « narratif occidental », adopté explicitement ou implicitement par tous, n'existe que pour faire en sorte que le peuple garde les yeux fermés sur la réalité de son exploitation et le tromper par de fausses promesses.

Je m'adresse ici à tous les électeurs abusés et trompés. Ceux qui croient à la Nation et ceux qui se battent pour la justice sociale rassemblés. Notre défi est de les inspirer par-delà les étiquettes réductrices. En commençant par leur expliquer où sont passés les 1000 milliards d'euros d'accroissement de notre dette publique depuis 2017. D'abord, que c'est une fausse monnaie qui n'engendre aucune richesse humaine, réelle. Elle est créée par des impulsions

électroniques à but politique ! Elle a été utilisée pour compenser les fuites de notre substance, dues à un néo-libéralisme à tout va, sous forme de subventions pour les producteurs, d'allocations pour les pauvres et d'avantages sans limites pour les « gros ». Alors que dans ce système, les sociétés du CAC40 font plus de 80 % de leur chiffre d'affaires et de leurs profits hors de France et que les ultra-riches ont depuis longtemps « délocalisé » leur fortune loin de notre fisc. C'est cette fausse monnaie qui nous a rendus vulnérables à la procédure de la Commission européenne pour « déficit excessif ». Les riches veulent maintenant faire payer aux autres leurs « excès » !

Est-ce une fatalité ?

Non, pourvu que nous sortions de la cage du système où nous avons été enfermés. En

rejoignant l'appel à un nouvel ordre gagnant-gagnant, lancé par les pays membres des BRICS et l'Organisation de la coopération de Shanghaï. Contre une oligarchie qui s'est emparée du dollar pour en faire son instrument. Avec Li Hui, Dilma Rousseff et Sergey Glazyev, affairés à jeter les bases de ce nouvel ordre économique plus juste. C'est ce que j'ai toujours défendu, à New York, à Moscou en 2002 et plus tard en Chine, et c'est la raison pour laquelle j'ai été jusqu'à aujourd'hui exclu du débat en France. Les pouvoirs en place redoutent toujours un peuple instruit.

Cela signifie, avec cet engagement international, mener une bataille de la production et de la participation, au sein de l'État et des entreprises, pour une nouvelle Libération. Sortir d'une éducation qui formate et classe, en redonnant aux enseignants les moyens et la mission d'émanciper les facultés créatrices de chacun. Lancer un réel programme de sécurité, à la fois civique et sociale, redonnant un sens au bien commun. C'est en amorçant cette dynamique que nous retrouverons espérance, unité nationale et confiance. Il en va de la paix et de notre bien commun. Le défi est de devenir des justes. ■

*Unité
nationale et
confiance.*

LÉGISLATIVES

Par-delà faux monnayeurs et va-t-en guerre

| Jacques Cheminade



Paris, le 8 juillet 2024 — Le résultat du second tour des élections législatives est révélateur, non pas en raison du flot de paroles déversées par les uns et les autres, mais par le déni de réalité de tous.

Tous en effet se sont situés dans le contexte d'un combat de politique intérieure, comme si la France était isolée du contexte mondial. Aucun n'a évoqué le risque de guerre, tous ont fait comme si fournir des armes à l'Ukraine allait de soi. Aucun n'a évoqué la mainmise de l'oligarchie financière sur les nations et les peuples, tous ont fait comme si ce n'était pas une question méritant d'être soulevée. Ils ont ainsi aligné des promesses impossibles à tenir dans l'ordre actuel auquel ils ont tous de fait consenti, faute de soulever les défis réels.

La réalité est qu'au sein de l'OTAN, nous devons nous soumettre à une « économie de guerre » orientée contre l'un des deux Etats au monde détenant la plus grande puissance nucléaire, en nous mettant de fait au service du second et risquant ainsi un conflit généralisé. La réalité est qu'au sein de l'Union européenne, la France sera soumise en septembre à l'obligation de présenter un plan de réduction de notre dette sur sept ans. Dans l'ordre existant, nous sommes libres d'obéir.

Dans l'ordre existant, nous sommes libres d'obéir.

Faut-il donc s'adapter sagement aux marchés financiers qui détruisent notre pouvoir d'achat et notre indépendance, comme le proposent les macroniens ? Faut-il endosser le programme de stabilité et de sécurité du Rassemblement national, qui créerait les conditions de l'instabilité et de l'insécurité, faute de sécurité sociale et de développement économique mutuel ? Faut-il se rallier au programme, à tout

le programme et rien que le programme du Nouveau Front populaire, alors que les moyens financiers de l'appliquer chez nous manquent, puisque les sociétés du CAC40 font plus de 80 % de leur chiffre d'affaires hors de France et que les ultra-riches ont depuis longtemps délocalisé leur fortune ?

Nous voici donc, dans ce contexte, avec une chambre introuvable, sans majorité présidentielle ou autre et sans politique d'indépendance et de souveraineté nationales. Avec des va-t-en guerre conduisant à de monstrueuses destructions par complicité, faiblesse ou ignorance, et de faux-monnayeurs prétendant distribuer sans produire, comme le fit François Mitterrand en 1981, conduisant au « tournant de la rigueur » pour conserver le pouvoir et à un Acte unique nous imposant le supplice économique de la roue.

Que faire ? Ce simple constat est un acte d'honnêteté élémentaire mais condamne à l'impuissance, faute d'alternative. C'est pourquoi Solidarité & Progrès se bat pour un projet de rupture mobilisateur, à l'échelle internationale et nationale. Internationale, cela signifie sortir du monde de l'OTAN, de la City, de Wall Street et de l'emprise financière pour se joindre au mouvement d'émancipation des BRICS. C'est dans ce contexte politique opposé à l'« ordre occidental fondé sur des règles » que nous pourrions enfin trouver les degrés de liberté afin d'appliquer des politiques plus justes. En répondant à la double exigence de sécurité et de justice sociale qui s'est manifestée dans ces élections. Dès mon programme de 2007, j'ai appelé à nous libérer du « fascisme financier », vraie matrice de l'autre. Cela signifie parler vrai en appliquant des principes et ne plus mentir en alignant des chiffres. Nationale, cela veut dire redonner priorité au travail humain et au service public, aux sécurités publique et sociale. Internationale et nationale ensemble, cela signifie penser en patriotes et citoyens du monde.

Est-ce difficile ? Oui, difficile comme l'exercice même de la liberté. C'est pourquoi j'invite tous les lecteurs à prendre notre contact, comme on dit aujourd'hui, pour avancer dans la rude voie du monde réel. Personne ne détient toute la vérité mais tous ceux qui la cherchent doivent se rassembler. Il y a urgence. Car le déni de réalité conduit toujours à la déroute. ■

Contactez-nous au 01 76 69 14 50 ou envoyez un courriel à contact@solidariteetprogres.org !

Pourquoi RN et NFP ne sont pas de réelles alternatives

Extrait de *Jordan Bardella et le RN, nouvelle option de l'oligarchie financière*, texte de Jacques Cheminade publié sur solidariteetprogres.fr

En quoi consiste la « dédramatisation » du RN

(...) 1) À soutenir la livraison d'armes à l'Ukraine et à applaudir aux apparitions de Volodymyr Zelensky. Ils ont donc rallié le parti de la guerre, comme les deux autres Rassemblements. Seul bémol, ils affirment qu'ils refuseront de livrer des armes de longue portée pouvant atteindre le territoire russe, ainsi que la présence officielle ou officieuse de militaires français sur le territoire ukrainien. Ce n'est toutefois qu'une pétition de principe, car si Marine Le Pen avait un moment envisagé le retrait du commandement militaire intégré de l'OTAN, il n'en est plus question aujourd'hui (...)

2) En renonçant à la quasi-totalité de ses réformes sociales pour rassurer les marchés, le RN se soumet à la domination de l'oligarchie financière de la City et de Wall Street, qui fait la loi sur ces marchés. Cette oligarchie forme le parti de la guerre, dans l'illusion de sauver sa bulle de spéculation financière en soumettant par tous les moyens

Le meilleur allié du RN est la nature de ses opposants.

A propos du Nouveau Front Populaire

Le meilleur allié du RN est la nature de ses opposants. Des défaillances de tous ceux qui ont gouverné jusqu'ici, il tire l'argument massue du « celui-là on ne l'a pas essayé, ça ne peut pas être pire ». Ne nous attardons pas sur Emmanuel Macron, qui a fait le lit du RN par calcul politique, en jouant au poker avec nos vies et en chassant constamment sur ses terres idéologiques. Ses manœuvres n'ont fait que renforcer le RN, y compris par l'aimable accueil réservé à Jordan Bardella lors des entretiens de Saint-Denis, qui en a reconnu l'« effet booster » sur sa campagne.(...)

Reste le Nouveau Front populaire, dont toutes les composantes ont fait, elles aussi, le jeu du RN. Le Parti socialiste a mené une politique plus que complaisante vis-à-vis des intérêts financiers, ce qui lui a fait perdre son électorat populaire. En pariant sur le réflexe identitaire des banlieues pour capter politiquement son indignation et en entretenant une *rageophilie* verbale, Jean-Luc Mélenchon a privé la gauche du report de voix nécessaire pour remporter quelque élection que ce soit.

1) Dans ces conditions, le Nouveau Front populaire est clairement le résultat d'un accord électoral et non d'un projet politique. (...)

ceux qui ne se sont pas ralliés à elle. De fait, Jordan Bardella et Marine Le Pen se sont pliés aux bons conseils de François Durvy, Pierre-Edouard Stérin et de bien d'autres encore, comme Vincent Bolloré, qui représentent la faction identitaire-internationaliste du patronat de notre pays, c'est-à-dire les collaborateurs de fait du monde de la City et de Wall Street.

3) (...) dans tous les domaines, l'opportunisme déborde au RN. Prenons deux exemples. Jadis opposée au nucléaire, Marine Le Pen l'a ensuite considéré comme un moindre mal, pour s'en faire aujourd'hui le chantre décomplexé. Il est clair que ce n'est pas par compétence scientifique. Le RN du « Durafour crématoire » et de ses fondateurs respectivement SS et OAS, auprès de Jean-Marie Le Pen, est devenu ardemment gaulliste et défenseur de notre communauté juive, voire du gouvernement israélien actuel. (...)

4) (...) ce sur quoi le RN n'a pas changé : l'immigration et la sécurité. Posant deux vraies questions, il leur apporte des réponses incompétentes ou excessives.

2) Plus grave encore, lorsque le NFP s'engage à « défendre indéfectiblement la liberté et la souveraineté du peuple ukrainien, ainsi que l'intégrité de ses frontières », notamment par « la livraison d'armes nécessaires », cela revient à dire, en novlangue orwellienne : la paix c'est la guerre. Car il est évident qu'aujourd'hui, en continuant à envoyer des armes à l'Ukraine, on soumet jusqu'au bout le peuple ukrainien au massacre. Ou, si l'on entend aller plus loin, il faut dire clairement qu'on est prêt à créer les conditions d'un conflit de haute intensité en Europe, auquel aucune armée européenne n'est préparée ou, au pire, à aller jusqu'à une guerre nucléaire avec la Russie, qui nous anéantirait sans doute tous. Les dirigeants du NFP le savent et nous trompent sciemment. (...)

3) Les promesses en matière sociale, dont beaucoup sont intéressantes et justifiées, ne pourront être tenues dans l'ordre du système actuel. Leur coût, évalué à 150 milliards, et l'espoir d'obtenir les recettes correspondantes dans le cadre du système existant, au sein de l'OTAN-UE et sans mentionner notre atout nucléaire, empêchent de prendre au sérieux la façon dont elles sont présentées et discréditent l'ensemble. (...) ■

S&P vous donne rendez-vous le samedi 21 septembre à Paris pour son grand rassemblement de rentrée (cf p. 26) !

Six candidats souverainistes et citoyens du monde

Le 9 juin dernier, Emmanuel Macron décidait de dissoudre l'Assemblée nationale, suite au rejet cinglant de sa politique et de sa majorité lors des élections européennes. Contraints, les mouvements disposant de peu de moyens financiers n'ont souvent pas pu faire face à ces échéances successives, favorisant d'autant les grosses machines habituelles.

Malgré cela, S&P a pu présenter six candidats. Trois dans l'Hexagone, trois pour les circonscriptions des Français de l'étranger, illustrant la dimension nationale et internationale de notre engagement.

Nous avons une fois de plus dû faire face à la désinformation d'Etat sur notre mouvement. Par exemple, le quotidien *Le Monde*, s'acharnant à brouiller les pistes en nous qualifiant d'extrémistes de droite. Amalgame que font systématiquement les promoteurs de l'UE libérale, à dessein, afin de disqualifier les souverainistes.

Malgré ces conditions, nos candidats ont mené à bien leur campagne, obtenant des résultats (à retrouver sur notre site) en hausse par rapport aux précédentes échéances.

Nos candidats pour les Français de l'étranger

Jacques Cheminade, pour la 11^{ème} circ.



Candidat dans une circonscription comprenant 49 pays, dont la Russie et la Chine, aujourd'hui acteurs majeurs du changement de paradigme international, Jacques Cheminade a pu s'entretenir avec

de nombreux médias, de manière inversement proportionnelle à sa couverture médiatique en France. Citons par exemple *RT France*, *Sputnik News Africa*, *Russie Politics*, *MandarinTV*, *Inside Taïwan*, *Gavroche-Thaïlande*... mais aussi des influenceurs indépendants tels que *SinoFrance* ou encore *International Reporters* en Russie. Il a pu y développer sa vision pour l'avenir et souligner la responsabilité particulière des Français vivant dans ces pays pour le monde qui vient.

Et Cheminade de conclure sur X, au soir du second tour :

« Première estimation des #ElectionsLegislatives2024 :
1er vainqueur l'OTAN
2ème vainqueur : le chaos
3èmes vainqueurs : face à des marchés financiers qui exigeront l'austérité sociale, #MarineLePen et #JeanLucMélenchon aux aguets. En attendant, une Chambre introuvable cherchera le compromis. »

Odile Mojon, pour la 10^{ème} circ.

Elle a pu y défendre notamment notre « Plan Oasis », offrant une perspective de paix et de développement pour toute la



région de l'Asie du sud-ouest, par la gestion de l'eau (problématique particulièrement cruciale dans cette partie du monde [1]) et la production d'énergie.

Faisant écho à la déclaration de Yitzhak Rabin, ancien Premier ministre israélien : « *Si nous réglons tous les problèmes du Proche-Orient, mais pas celui du partage de l'eau, notre région explosera. La paix ne sera pas possible.* »

Vous pouvez retrouver ses interventions dans les médias *L'Orient-le Jour*, *Le Petit Journal*, *Cloche media monde*, mais aussi sa déclaration de candidature et ses vidéos sur sa page odilemojon.com.

Sébastien Périmony, pour la 9^{ème} circ.



Spécialiste des questions africaines, Sébastien Périmony s'est naturellement porté candidat dans ce territoire qui couvre toute l'Afrique de l'Ouest. Mali, Burkina Faso, Niger : rappelons que la

politique française est en déroute aussi dans cette partie du monde !

Les pressions qu'il a subies n'ont pas suffi à lui faire retirer sa candidature ! Seul candidat de la 9^{ème} à se prononcer explicitement contre le néocolonialisme induit par le franc CFA, l'écologisme malthusien imposé par l'oligarchie occidentale et la politique du FMI, il déclarait lors d'une interview donnée à *Cloche media monde* : « *Mon objectif est de remettre de l'avant les grands hommes du continent africain qui se sont battus pour développer leurs pays, et de proposer aux Français de l'étranger de participer à ce nouveau paradigme de développement mutuel autour d'une politique de grands projets infrastructurels. Le temps des colonies est terminé.* »

Retrouvez ses émissions et interventions sur *Sputnik Afrique*, *Telesud*, *Panafrican Media TV*, la radio sénégalaise *iRadio* et sur son site internet : sebastienperimony.com.

Alexis Rannou

Membre actif de S&P

Nos candidats dans l'Hexagone

Deux d'entre eux vous livrent ici leur témoignage de campagne — sans oublier la candidature de Gérard Julien (ci-contre) dans la 2^{ème} circonscription de l'Ardèche :



Benoît Odille, 5^{ème} circ. de l'Essonne

Notre campagne contre la guerre a détoné par rapport aux mesurette des trois « grands » blocs.



J'ai interpellé les candidats, vidéo à l'appui, pour qu'ils prennent position sur un cessez-le-feu en Ukraine.

M. Larrouturou (NFP) veut continuer l'envoi d'armes, sans définir de but ni de fin à cet envoi. Le macroniste M. Midy a fui en proclamant « *[qu'il était] sur le sujet* », ce qui ne veut rien dire. La candidate RN, Mme Horvelin, s'est réfugiée derrière les « *préoccupations des Français* » pour ne pas répondre.



Benoît Odille a sillonné les lieux de vie de sa circonscription, de gare en gare et à chaque coin de rue pour des échanges citoyens.

Heureusement, nous avons rencontré en porte-à-porte, sur les marchés, à la sortie des gares, des Français prêts à coopérer avec les BRICS pour développer le monde. Mais... « *la France est petite, elle n'a pas le pouvoir...* » Alors redonnons-lui sa puissance diplomatique !

Nous devons redevenir des citoyens ambitieux, comme je l'ai dit et répété, notamment par le haut-parleur de la « Odille-mobile » en sillonnant la circonscription. Merci aux 380 ambitieux qui ont sauté le pas !

L'autre vraie préoccupation des électeurs, c'est l'économie physique : comment rétablir notre capacité de production et notre souveraineté ? « *Vous auriez dû commencer par ça !* » Douze livrets *L'économie physique pour les gens pressés* (cf p. 24) ont été écoulés, démontrant l'intérêt pour cette question. J'y reviendrai après l'élection, sur le terrain et en conférence.

J'ai revu un groupe de cinq jeunes passionnés par le fait de réfléchir - à la politique, la science, la poésie. Ils s'encouragent mutuellement. J'y vois un espoir pour l'avenir. De même que l'invitation par la mairie de Saclay à exposer mon projet, acte démocratique si rare de nos jours.

Enfin, nous avons eu la chance d'être aidés par des militants d'autres partis souverainistes et citoyens du monde, ce qui est de bon augure pour l'unité prochaine. Merci à eux !

Ne laissons pas les trois blocs nous assommer. Avec de grandes idées, on peut remuer les consciences et faire gagner la paix.

remuer les consciences

Jean-François Grillhault des Fontaines, 1^{ère} circ. du Tarn-et-Garonne

A tous les Français
Demain la 1^{ère} République
démocratique, France



Nous n'y sommes pas. Parlons simplement des résultats du vote. Comment sont-ils fournis et relevés, comment et qui les contrôle, que deviennent-ils après leur traitement en préfecture, comment garantir leur véracité, être sûr que le travail est bien fait ?

Pour 93 424 inscrits, j'ai fourni à la commission de propagande 100 000 bulletins pour les enveloppes destinées aux électeurs et 50 000 à répartir entre les différents bureaux de vote (à hauteur de 60 % du nombre d'électeurs). En l'absence de circulaires (trop coûteuses) dans l'enveloppe électorale, le bulletin était pratiquement le seul moyen pour moi de faire connaître ma candidature. Seulement voilà, au lendemain de sa distribution dans les enveloppes, la préfecture m'en rend deux cartons contenant 17 500 bulletins !

Cet écart drastique signifiait l'absence de bulletin dans bon nombre d'enveloppes, ainsi que dans certains bureaux de vote, comme on a pu le constater le jour du scrutin. Pour ces électeurs, je n'existais pas...

Le jour du vote, la préfecture restera porte close et interdira aux candidats tout accès aux chiffres. Seuls les journalistes pourront entrer...

Mais le muselage ne nous arrêtera pas.

[1] Sur notre site internet, nous vous recommandons l'article : « Faisons de l'eau une arme pour la paix », de Karel Vereycken.

MOBILISATION CITOYENNE

Osons les interpeller !

En parallèle à nos propres candidatures, dans une démarche citoyenne et transpartisane, nous avons interpellé les candidats aux élections législatives, à propos de l'escalade militaire en cours en Ukraine.

Deux objectifs : sortir de la relation d'infériorité entre citoyen-électeur et citoyen-élu et donner à ceux qui, au sein du Nouveau Front populaire ou du RN, ne sont pas dupes de la mascarade, l'opportunité d'affirmer leur propre opinion.

En plus d'Etienne, qui s'exprime ici, et des 150 candidats dont nous savons qu'ils ont personnellement reçu notre lettre ouverte grâce aux efforts d'autres adhérents S&P, de nombreux candidats ont également été interpellés en face à face par les partisans de la paix, dans la rue et sur les marchés.

Les voix de la raison se lèvent et mènent à la Paix

| Etienne Dreyfus

Hommes et femmes politiques sont nos porte-paroles, ils nous doivent le respect... et des comptes ! Forts de cette autorité citoyenne, durant les dernières élections européennes, puis législatives, nous sommes allés confronter, caméra à la main, ministres, députés et candidats sur les deux enjeux tragiquement absents de tous les débats : la haute-finance spéculative qui, se voyant ruinée, est devenue ouvertement va-t-en-guerre...



Etienne Dreyfus
Militant S&P à
Nantes

Les centaines de milliers de vues de nos vidéos, postées sur les réseaux sociaux (sur Bardella et sur Glucksmann en mars, ou encore sur Bruno Le Maire et Dupond-Moretti, en juin) sont la preuve que les Français prennent plaisir à voir tomber les masques du politiquement correct.

Une interpellation qui fait mouche



Dupond-Moretti écourté la discussion...

Le 20 juin, notre ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, était de passage à Nantes, quelques jours après Gabriel Attal, pour soutenir à son tour la députée macroniste sortante et ministre de la Jeunesse et des Familles, Sarah El Haïry. Devant ma caméra, confrontés au déni de démocratie aussi bien dans l'affaire Julian Assange que dans le soutien militaire suicidaire de la France à l'Ukraine, tous deux ont tout simplement refusé toute discussion sur la paix ! En quelques heures, sur X (ex-Twitter) cette vidéo a fait

le buzz, atteignant 200 000 vues avant même que l'on ait appris la libération de Julian Assange ! En quelques jours, relayée par des émissions suivies par des centaines de milliers d'internautes, comme « La Farce Tranquille » de Rémy (*Juste milieu*), et surtout par *Géopolitique Profonde TV*, avec l'excellente interview de Jacques Cheminade et de Sébastien Périmony, cette vidéo a fini par dépasser le million de vues, et malgré la visite de soutien supplémentaire d'Edouard Philippe une semaine plus tard, Mme El Haïry a perdu son fauteuil de députée !

Oser franchir la ligne...

Mais plus important encore que le discrédit grandissant des représentants du gouvernement : pour élever le débat de ces législatives, nous avons envoyé à tous les députés sortants et à plusieurs centaines de candidats, via leur mail ou leurs comptes sur les réseaux sociaux, une lettre ouverte intitulée « Une Assemblée pour arrêter la 3^e guerre mondiale ! ». Seuls quelques-uns nous ont finalement répondu, mais cette fois-ci, à l'inverse de notre précédente campagne d'interpellations du mois de mars, la plupart des réponses nous sont venues de représentants du RN, n'hésitant pas à prôner non seulement la désescalade militaire, mais aussi la sortie à terme du commandement intégré de l'OTAN, franchissant ainsi les lignes définies par leur parti au niveau national !

Pour briser toujours plus de tabous, j'ai présenté ces réponses écrites aux autres candidats RN de toute la France, par écrit dans un premier temps, puis à haute voix, en prenant la parole dans l'un de leurs meetings (absolument désert, même avant leurs bons résultats du premier tour...), récoltant en retour non pas leur désapprobation, comme j'aurais pu m'y attendre, mais leur accord sur les principaux points soulevés, y compris, au niveau international, sur la nécessité d'un partenariat d'Etat-nations souverains.

Briser toujours plus de tabous.

Quelques réels insoumis au NFP ?

Le Nouveau Front populaire est resté, de son côté, quasi sourd et muet à nos demandes. Avec un Raphaël Glucksmann qui, comme nous l'a rapporté notre représentant local Daniel Menuet, s'est publiquement vanté à Bordeaux « *d'avoir réussi en 3 minutes à imposer dans le programme du Nouveau Front populaire le soutien inconditionnel à l'Ukraine* », c'est sans surprise que, sur les marchés ou dans leurs meetings, nous avons vu les candidats EELV ou PS interpellés, refuser non seulement de prendre position devant notre caméra, mais aussi de s'opposer aux livraisons françaises d'armes et d'instructeurs militaires à l'Ukraine, alors qu'ils sont incapables de nous fournir, quant à la « *menace existentielle que la Russie ferait peser sur l'Europe* », les « *explications précises et sourcées* » que nous exigeons.

Seule une députée sortante LFI a eu l'honnêteté et le courage de nous suivre sur les six prises de position demandées, osant rompre avec la ligne du Front populaire pour assumer, devant notre caméra, l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine, allant même jusqu'à dénoncer comment, depuis 1971, le complexe militaro-financier qui contrôle l'OTAN impose sa logique de pillage à tous les peuples. Naturellement, Ségolène Amiot (réélue) appelle la France à retrouver sa souveraineté économique et militaire.

A noter également, la réponse brève mais très claire d'Amadou Ka, candidat NFP (LFI) dans l'Oise : « *Je suis contre l'envoi d'armes et de matériels militaires à quelque puissance étrangère que ce soit.* »

Retrouvez toutes les réponses des candidats par écrit et en vidéo sur solidariteetprogres.fr.

Extrait de notre lettre ouverte aux candidats

En tant que candidat censé nous représenter à l'Assemblée nationale, nous vous demandons de prendre position sur cette question vitale de la paix et des moyens pour y parvenir :

- désescalade militaire (arrêt des livraisons de matériel militaire, à commencer par les missiles de longue portée et les Mirage 2000-5), pas de déploiement de militaires (instructeurs ou autres) en Ukraine ;
- négociations de paix immédiates et sans conditions préalables ;
- engagements pour la neutralité et la reconstruction de l'Ukraine ;
- dissolution de l'OTAN, devenue le bras armé de l'oligarchie financière anglo-américaine ;
- discussion publique sur la nature et les agissements du complexe militaro-financier, qui porte en lui la guerre ;
- remise en question du système néo-libéral instauré depuis 1971, de ses paradis fiscaux et instances néocoloniales permettant le pillage des ressources et l'exploitation des peuples par les multinationales occidentales. Il est entré aujourd'hui dans sa phase d'économie de guerre et de réarmement, il est donc urgent de l'arrêter.

Candidates, candidats, vous devez vous prononcer. Quels que soient le rassemblement ou l'étiquette que vous avez rallié pour ces élections, les intérêts vitaux de la France et du monde exigent un examen de conscience et une prise de position. Nous rendrons publiques les réponses et absences de réponse de tous les candidats que nous interpellons.

Texte complet sur solidariteetprogres.fr.



Bruno Le Maire a lui aussi été interpellé sur le risque de guerre par un de nos militants.

Un chœur international

Pour élargir cette intense mobilisation, la Coalition internationale pour la Paix (initiative transpartisane fondée par Helga Zepp-LaRouche), qui m'avait invité à son webinaire hebdomadaire du 12 juillet pour y présenter nos interventions filmées, les fait désormais circuler, sous-titrées en anglais, sur les réseaux sociaux américains. A cette occasion, notre courageux confrère américain Jose Vega, candidat de l'Organisation LaRouche pour les élections au Congrès à New York, dans le Bronx, et dont nous venons de sous-titrer en français la courte vidéo de sa puissante interpellation publique, a souligné que, plus qu'un écho à leur propre audace de l'autre côté de l'Atlantique, nos mobilisations forment un chœur international en quête de Justice, de Beauté et de Vérité, condamnant la petitesse et le mensonge à disparaître à jamais ! ■

POUTINE, ORBAN, XI JINPING

Et si c'étaient eux qui faisaient la paix mondiale ?

Le 14 juin dernier, à la veille d'un simulacre de conférence pour la paix organisée par l'Ukraine en Suisse — sans la Russie — Vladimir Poutine a exposé devant la direction du ministère russe des affaires étrangères ses propres exigences pour le rétablissement de la paix. Un discours dans lequel il tend aussi la main aux Européens.

Tout d'abord, Poutine a souligné qu'il ne voulait pas d'un cessez-le-feu temporaire qui serait mis à profit par l'Ukraine pour se réarmer puis repartir en guerre de plus belle. Il veut une solution définitive au conflit.

Pour y parvenir, voici ce qu'il propose :

- 1) retrait total des troupes ukrainiennes des Républiques de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Zaporijia et de Kherson ;
- 2) statut neutre, non aligné et non-nucléaire pour l'Ukraine ;
- 3) démilitarisation et dénazification ;
- 4) pleine garantie des droits, des libertés et des intérêts des citoyens russophones en Ukraine, et reconnaissance des nouvelles réalités territoriales, y compris le statut de la Crimée, de Sébastopol, des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk, ainsi que des régions de Kherson et de Zaporijia en tant qu'entités de la Fédération de Russie. Ces principes fondamentaux devront être entérinés sous la forme d'accords internationaux ;
- 5) annulation de toutes les sanctions occidentales contre la Russie.



Poutine propose un nouvel espace de paix et de développement en Eurasie.

Biden et Scholz ont rejeté d'emblée ces conditions et les réactions négatives du camp occidental ont fusé : « ultimatum à la Hitler » pour Zelenski, « capitulation » selon les dirigeants européens,

« illusions dangereuses » pour d'autres. Impossible pour eux d'avaler ces pertes pour l'Ukraine, en territoire et en vies humaines, résultat de la guerre qu'ils ont eux-mêmes provoquée. Pire, personne n'a relevé l'élément le plus fondamental de ces propositions : l'appel du président russe aux Européens.

Point capital pour S&P, la solution présentée par Poutine ne vise pas uniquement à traiter le problème ukrainien en soi, qui ne serait, selon lui, que l'expression eurasiatique d'un ordre de sécurité euro-atlantique « en plein effondrement ». Il propose « aux pays européens et membres de l'OTAN » de coopérer à l'établissement d'une « architecture de paix eurasiatique ». Helga Zepp-LaRouche, présidente de l'Institut Schiller, y voit une occasion à saisir. Un premier pas vers cette « nouvelle architecture de sécurité mondiale » qu'elle avait déjà proposée en décembre 2022, et qui seule permettra à terme d'éviter une guerre mondiale.

Pour établir cette nouvelle architecture de paix eurasiatique, Poutine avance cinq propositions :

1. « Engager le dialogue avec tous les participants potentiels de ce futur système de sécurité, à commencer par les États ouverts à une coopération constructive avec la Russie », dont la Chine. Poutine a pris acte, suite à ses échanges avec le président Xi Jinping, « que la proposition russe concordait entièrement avec les principes fondamentaux de l'initiative chinoise en matière de sécurité globale, et les complétait ».

2. « La future architecture de sécurité est ouverte à tous les pays eurasiatiques qui souhaitent y participer. 'À tous' fait également allusion aux pays européens et membres de l'Otan, bien entendu. Nous vivons sur un même continent. Quoi qu'il se passe, il est impossible de changer la géographie, et nous devons d'une manière ou d'une autre coexister et travailler ensemble. »



Christine Bierre

Rédactrice en chef de *Nouvelle Solidarité*

3. Intensifier le dialogue avec « les organisations multilatérales déjà actives en Eurasie. Cela concerne avant tout l'OTSC, l'Union économique eurasiatique (UEEA), la Communauté des États indépendants (CEI) et l'OCS ».

4. Pour Poutine, « il est temps d'entamer une large discussion sur un nouveau système de garanties bilatérales et multilatérales de sécurité collective en Eurasie. À terme, il sera nécessaire de réduire progressivement la présence militaire des puissances étrangères dans la région eurasiatique. »

« Bien sûr, reconnaît-il, nous comprenons que dans la situation actuelle, cette idée peut sembler irréaliste. Mais à l'avenir, si nous bâtissons un système de sécurité fiable, il n'y aura tout simplement plus besoin de contingents militaires extrarégionaux. »

5. Il en vient enfin à cette question essentielle : la paix par le développement. « Une partie importante du système de sécurité et de développement eurasiatique doit évidemment inclure des questions d'économie, de bien-être social, d'intégration et de coopération mutuellement bénéfique, ainsi que la résolution de problèmes communs tels que la réduction de la pauvreté et des inégalités, le climat, l'écologie et l'élaboration de mécanismes de réponse aux menaces de pandémie et de crises économiques mondiales. »

Un ordre multipolaire naissant

Les perspectives de Poutine pour l'Eurasie se placent dans le contexte d'un monde nouveau à construire, où la sécurité des uns ne peut être obtenue au détriment de celle des autres, et où sécurité va de pair avec le droit au développement économique pour tous. « Le monde change rapidement », affirme-t-il dans cette longue allocution :

« La situation ne sera plus comme avant, ni en politique mondiale, ni en économie, ni dans la concurrence technologique. De plus en plus d'États cherchent à renforcer leur souveraineté, leur autosuffisance, leur identité nationale et culturelle. Les pays du Sud global et de l'Est se

placent au premier plan, et l'importance de l'Afrique et de l'Amérique latine augmente. (...) Les transformations se sont également accélérées en Eurasie, où plusieurs projets d'intégration d'envergure sont activement mis en œuvre.

« C'est précisément sur la base de cette nouvelle réalité politique et économique que se dessinent aujourd'hui les contours d'un ordre mondial multipolaire et multilatéral (...) Cette image de l'avenir est en harmonie avec les aspirations de la grande majorité des pays du monde. Nous le voyons, notamment à travers l'intérêt croissant pour le travail des BRICS, un groupe universel fondé sur une culture particulière de dialogue de confiance, d'égalité souveraine des participants et de respect mutuel. Dans le cadre de la présidence russe cette année, nous favoriserons l'intégration progressive des nouveaux membres des BRICS dans les structures de travail du groupe (...) De manière générale, je pense que le potentiel des BRICS leur permettra, avec le temps, de devenir l'une des principales institutions régulatrices de l'ordre mondial multipolaire. »

Près du point de non-retour

Cependant, il y a urgence à appliquer ces solutions, avertit Poutine, car « cette situation provoquée par l'égoïsme et l'arrogance des États occidentaux » est non seulement « extrêmement dangereuse », mais elle nous a conduits « près du point de non-retour ». Preuve de « l'aventurisme extrême des politiciens occidentaux, [leurs] appels à infliger une défaite stratégique à la Russie, pays qui possède les plus grands arsenaux d'armes nucléaires. (...) Ils ne comprennent pas l'ampleur de la menace qu'ils créent eux-mêmes, ou alors, ils sont simplement obsédés par la croyance en leur propre impunité et en leur propre exclusivité. L'un comme l'autre peut tourner à la tragédie. » ■

« L'arrogance des États occidentaux » nous a conduits « près du point de non-retour ».

Pour en faire + :

- Diffusez l'appel d'Helga Zepp-LaRouche pour une nouvelle architecture de sécurité globale
- Agissez, rejoignez les équipes de S&P qui militent en France pour mettre en œuvre ces solutions.

Viktor Orbán en médiateur de paix sans mandat

C'est en véritable franc-tireur que le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a décidé d'engager un dialogue de paix avec l'Ukraine, la Russie et la Chine, dès le lendemain de sa prise de fonction en tant que président du Conseil de l'UE.

Arrivé à Kiev le 2 juillet, il a proposé au président Zelenski « un cessez-le-feu permettant de démarrer des négociations de paix entre l'Ukraine et la Russie ».



Volodymyr Zelenski reçoit Viktor Orbán à Kiev.

Si la décision de Viktor Orbán de prendre son bâton de pèlerin de la paix a provoqué des crises d'apoplexie parmi les dirigeants européens, qu'il n'avait pas consultés avant de lancer son offensive diplomatique, elle est plus que salutaire

à un moment où, sous la terreur de la propagande de l'OTAN, plus personne n'ose plus poser la seule question qui vaille : à quand un cessez-le-feu ?

Dans le média hongrois *Telex*, M. Orban s'explique : s'il n'a pas été mandaté par l'UE pour organiser des pourparlers de paix, il estime que « *la Hongrie pourrait être un bon outil entre les mains de ceux qui veulent la paix* ». « *On ne peut pas faire la paix depuis un fauteuil confortable à Bruxelles, renchérit-il sur son compte X. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés et attendre que la guerre se termine miraculeusement.* »

Rencontre avec Poutine

Viktor Orban ne s'est pas arrêté en si bon chemin et a pris la route pour Moscou, où il a rencontré Vladimir Poutine pendant plusieurs heures. « *Au cours des deux dernières années, nous avons compris que nous ne parviendrons pas à la paix sans diplomatie, sans canaux de communication (...)* a-t-il expliqué. *Je discutais justement aujourd'hui avec M. le Président des moyens de parvenir à la paix. Je voulais connaître son opinion sur trois questions importantes : que pense-t-il des initiatives de paix actuelles ? Que pense-t-il d'un cessez-le-feu et de pourparlers de paix, et dans quelle mesure peuvent-ils être menés à bien ? Et la troisième chose qui m'a intéressé, c'est sa vision de l'Europe après la guerre.* »

Echanges avec le président Xi Jinping

Viktor Orban s'est alors envolé pour Beijing, à la rencontre du président Xi Jinping. Selon la télévision d'Etat, ce dernier a abondé dans le sens du dirigeant hongrois, appelant à « *créer les conditions* » pour un « *dialogue direct* » entre l'Ukraine et la Russie.

Le président chinois a salué les efforts déployés par M. Orban, relève *Global Times*, et a exposé le point de vue et les propositions de la Chine en la matière. Pour Xi Jinping, un cessez-le-feu rapide et un règlement politique sont dans l'intérêt de toutes les parties. La priorité, selon lui, est de calmer la situation en observant trois principes : pas d'extension du champ de bataille, pas d'escalade des combats et pas de provocations de part et d'autre.

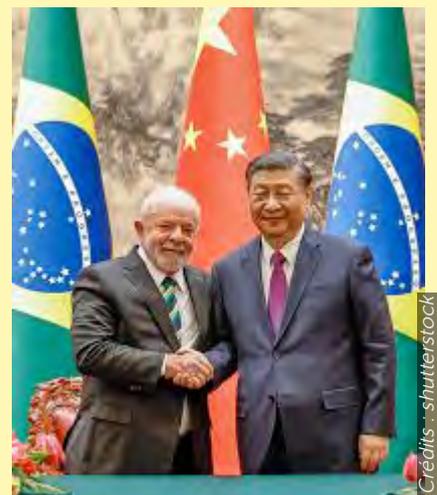
Le président chinois a appelé la communauté internationale à soutenir la reprise du dialogue direct et des négociations entre les deux parties, précisant qu'un cessez-le-feu ne pourrait voir le jour que si tous les grands pays y apportent une énergie positive plutôt que négative. « *Les propositions fondamentales de la Chine et de la Hongrie et leurs efforts vont dans la même direction* », a-t-il ajouté, et « *la Chine est disposée à rester en communication avec la Hongrie et toutes les parties concernées* ». Rappelons que dès le début du conflit, la Chine avait proposé un plan de paix en douze points. Ce plan (voir ci-dessous), réduit à six points, a été adopté par le Brésil et publié conjointement en mai dernier. ■

Chine et Brésil, main dans la main

Source : « *Compréhension commune entre la Chine et le Brésil sur le règlement politique de la crise ukrainienne* »

Le 23 mai 2024, la Chine et le Brésil sont parvenus à l'accord suivant :

- 1- Les deux parties appellent toutes les parties concernées à respecter les trois principes de désescalade : ne pas étendre le champ de bataille, ne pas intensifier les combats et ne pas permettre les provocations de part et d'autre.
- 2- Les deux parties estiment que le dialogue et la négociation sont la seule solution viable à la crise ukrainienne. (...)
- 3- Des efforts sont nécessaires pour accroître l'aide humanitaire aux régions concernées (...). Les attaques contre les civils ou les installations civiles doivent être évitées. (...)
- 4- L'utilisation d'armes de destruction massive, en particulier d'armes nucléaires et d'armes chimiques et biologiques, doit être combattue. (...)
- 5- Les attaques contre les centrales nucléaires et autres installations nucléaires pacifiques doivent être contrecarrées. (...)
- 6- (...) Les deux parties appellent à des efforts pour renforcer la coopération internationale [dans tous les domaines] afin de protéger la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales. (...)



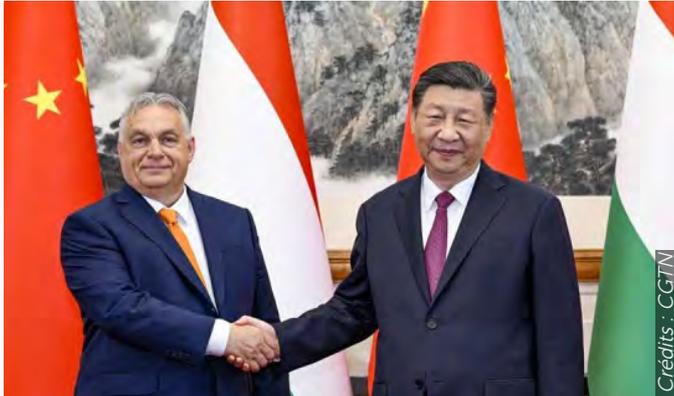
Le président brésilien Lula et le président chinois Xi Jinping.

SOMMET DE L'OTAN

Le camp de la Paix à la manœuvre

| Christine Bierre

C'est dans une ambiance morose que s'est ouvert, le 9 juillet, le sommet de l'OTAN consacré au 75e anniversaire de sa création (le 4 avril 1949) et au renforcement de l'aide à l'Ukraine.



Viktor Orban et Xi Jinping à Beijing le 8 juillet 2024.

L'OTAN a-t-elle été secouée par les déploiements, dans les jours qui ont précédé, de plusieurs personnalités mondiales en faveur d'un cessez-le-feu ? Nous pensons au Premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui est allé rencontrer MM. Zelenski, Poutine et Xi Jinping en « *mission de paix* », au Premier ministre Narendra Modi qui, lors d'une rencontre très fructueuse avec Poutine, plaide pour un « *chemin de la paix par le dialogue* », ou encore au Premier ministre turc, qui s'est exprimé dans le même sens !

Beaucoup ont également relevé l'ombre de Donald Trump qui planait sur le sommet. Donné vainqueur aux présidentielles américaines dans quatre mois, celui-ci a déclaré à plusieurs reprises qu'une fois au pouvoir, il comptait en finir rapidement avec la guerre en Ukraine. Or, Viktor Orban l'avait rencontré en mars dernier et il l'a revu après le sommet de l'OTAN. Vous avez dit complot ? Sans parler des sources diplomatiques qui ont remarqué que les délégations européennes avaient été nombreuses à échanger avec les représentants de Trump au sommet...

Frederick Kempe, chef du très atlantiste « *Atlantic Council* », a bien capté ce malaise en intitulant son récent article, « *Poutine, Xi, Orbán et Modi : une toile de fond inquiétante pour le début du sommet de l'OTAN* », ajoutant à ce sombre tableau « *un Joe Biden qui semblait paumé lors de son débat présidentiel, soulevant de nouvelles inquiétudes quant à ce que sa santé signifie pour l'avenir de l'OTAN* ».

Macron fait profil bas... pour mieux s'incliner !

Autre sujet de tension lors du sommet, comment arrimer l'Ukraine à l'OTAN sans en faire un membre, ce qui serait un

casus belli pour la Russie ? La formule apparaissant dans le communiqué final, selon laquelle Kiev se trouve « *sur une trajectoire irréversible vers l'intégration euro-atlantique pleine et entière, y compris vers l'adhésion à l'OTAN* », résulte d'un compromis longuement négocié entre ceux qui redoutent l'escalade avec Moscou et les plus va-t-en guerre. Et là - Ô surprise ! - notre petit Napoléon, défait en rase campagne aux législatives, était, avec le Royaume-Uni, de ceux qui poussaient le plus à l'adhésion de l'Ukraine, quand les Etats-Unis et l'Allemagne se trouvaient dans le camp des plus prudents !

Et quand bien même la tradition de la V^e République veut qu'un président ne communique pas à l'étranger sur les problèmes internes de son pays, Macron, pour rassurer ses maîtres, s'est empressé de déclarer qu'il ne prendrait, dans son nouveau gouvernement, aucun élément s'étant prononcé pour la sortie de la France du commandement intégré de l'Alliance et pour l'arrêt des aides militaires à l'Ukraine...

La Maison-Blanche et l'Allemagne ont annoncé un accord « pour déployer en Allemagne des missiles Tomahawk à longue portée ».

Si le ton du communiqué final est résolument impérial et va-t-en guerre, le texte comporte peu d'annonces nouvelles et concrètes pour Kiev. L'OTAN s'y engage à lui fournir en 2025 une nouvelle aide de 40 milliards et cinq nouveaux systèmes de défense aérienne « *Patriot* ». De plus, si les États-Unis, les Pays-Bas et le Danemark ont affirmé que les premiers avions de chasse F-16 seraient entre les mains des pilotes ukrainiens avant la fin de l'été, de nombreux spécialistes doutent de cette échéance, le pilotage de ces avions requérant une longue formation, ainsi que la constitution d'importantes équipes techniques pour les faire fonctionner.

Diatribes de l'OTAN contre la Chine

Autre élément inquiétant, l'attaque virulente dont la Chine a fait l'objet, accusée de « *jouer désormais un rôle déterminant dans la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine à travers (...) le large soutien qu'elle apporte à la base industrielle de défense russe* », d'être « *à l'origine d'incessantes activités cyber et hybrides malveillantes* » et de continuer « *à développer et à diversifier son arsenal*

nucléaire à un rythme soutenu, se dotant d'un plus grand nombre de têtes nucléaires et de vecteurs sophistiqués ».

Beijing a aussitôt réagi en exprimant son « *vif mécontentement* » face à ce communiqué final de l'OTAN, « *empreint d'une mentalité digne de la Guerre froide et d'une rhétorique belliqueuse* », selon un communiqué du porte-parole de la mission chinoise auprès de l'Union européenne (UE).

En marge du Sommet

Si le sommet en tant que tel a été quelque peu ébranlé, c'est ailleurs qu'il faut voir les capacités de l'OTAN à embarquer

peu à peu tous les pays européens dans sa logique de guerre. En marge du sommet, la Maison-Blanche et l'Allemagne ont annoncé un accord « *pour déployer de façon ponctuelle, à partir de 2026, des nouveaux armements en Allemagne, permettant des frappes plus lointaines que les systèmes américains actuellement positionnés en Europe. Concrètement, il s'agira notamment de missiles SM-6 (missiles sol-air multi-usages à très longue portée), de missiles Tomahawk, ainsi que de missiles hypersoniques en voie de développement* ». Des missiles capables, précisons-le, de porter des armes aussi bien conventionnelles que nucléaires. ■

Questions/Réponses sur la guerre nucléaire

Q : Une guerre nucléaire est-elle possible aujourd'hui ?

R : Oui. En 1945, l'emploi de l'arme atomique fut le résultat de la décision subjective d'un président américain. Le prétexte ? Obliger le Japon à capituler pour mettre fin à la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, on sait que le Japon était déjà vaincu et que cette décision du président américain était surtout destinée à s'imposer, par la terreur, au niveau international, notamment face à l'URSS. Sommes-nous à l'abri d'une telle décision aujourd'hui, au regard des va-t-en guerre qui dominent le Congrès et la présidence américaine, ou si l'on pense au gâtisme du président lui-même ?

Q : La doctrine de la « Destruction mutuelle assurée », c'est quoi ?

R : L'URSS ayant développé, en 1955, ses propres bombes H, cette doctrine, encore en vigueur aujourd'hui, s'est imposée : toute puissance nucléaire qui serait attaquée avec des armes nucléaires pourrait riposter avec ses armes nucléaires, provoquant le même type de dégâts chez l'ennemi, et le dissuadant ainsi de toute attaque initiale.

Q : Jusqu'à présent, ça a marché. Pourquoi s'inquiéter ?

R1 : Une erreur humaine ou une défaillance matérielle sont toujours possibles. Les Etats-Unis ont une stratégie de « première frappe défensive » : ils frappent avant même d'être attaqués. La Russie a une stratégie de « frappe de riposte », une fois l'attaque détectée. Si les Etats-Unis lançaient, volontairement ou non, une attaque contre la Russie, le système d'alerte russe déclencherait alors, automatiquement, sa frappe de riposte contre les Etats-Unis. Or, le délai n'est que de sept minutes entre la détection par les Russes de l'attaque et l'arrivée du missile sur sa cible. Difficile de vérifier avec certitude dans un temps aussi court !

Entre 1956 et 1962, la guerre nucléaire a failli se produire à quatorze reprises entre les Etats-Unis et l'URSS, à la suite de fausses alertes, d'erreurs humaines ou informatiques. Seuls les contacts entre les deux camps ont permis d'éviter la guerre. Or, aujourd'hui, il n'y a presque plus de contacts.

R2 : Les armes nucléaires tactiques ont créé l'illusion qu'on pourrait s'en servir sur le champ de bataille, dans une escalade graduée, sans risquer la guerre nucléaire généralisée. Les Etats-Unis accusent leurs adversaires de vouloir employer ce type d'armes pour remporter un conflit conventionnel, là où ils risqueraient sinon la défaite. Sous prétexte de dissuader l'ennemi face à une telle éventualité, la « Posture nucléaire américaine » de 2022 prévoit de déployer ce type d'armes à tous les niveaux. Un conflit conventionnel pourrait ainsi monter au niveau d'une guerre générale, annihilant alors l'espèce humaine.

R3 : Les Etats-Unis croient, à tort, pouvoir terrasser la Russie au moyen d'une « première frappe décapitante », qui frapperait tous ses missiles intercontinentaux, y compris ceux destinés à sa « frappe de riposte », neutralisant ainsi leur ennemi tout en évitant sa contre-offensive.

Les abris anti-atomiques coûtant environ 30 000 euros pour un 30m² et ne répondant pas à la problématique de l'hiver nucléaire qui suivrait une attaque massive, on a tous plutôt intérêt à nous mobiliser avec S&P pour empêcher la guerre ! ■



Manifestation pour la paix à Bonn en 1981.

Crédits : Creative Commons

NARCOTRAFIC, TUEURS À GAGE

L'insupportable banalisation du mal

En 1961, à Jérusalem, Hannah Arendt, jeune philosophe juive d'origine allemande réfugiée aux Etats-Unis, assiste, pour le magazine *The New Yorker*, au procès du criminel nazi Adolf Eichmann, capturé en Argentine par le Mossad où il vivait sous un faux nom.

Le procès fait une large place aux « isme », nazisme et antisémitisme, mais Arendt pousse son enquête plus loin. Ce qui l'intéresse, c'est la façon dont ce criminel a abandonné son « *pouvoir de penser* » pour se soumettre au paradigme dominant. Comme tant d'autres, Eichmann a renié cette « *qualité humaine caractéristique* » qui consiste à distinguer le bien du mal, et, sans avoir « *aucun motif, aucune conviction (personnelle)* », aucune « *intention (morale)* », est devenu incapable de former un jugement moral. D'un point de vue philosophique, ce qui est en cause dans les actes horribles qu'il a commis n'est donc pas tant sa méchanceté que sa médiocrité, qualifiée par Arendt de « *banalité du mal* ». Eichmann ne faisait que suivre les règles d'une SS qui pensait que si l'on ne détruisait pas « le juif », c'est l'Allemagne qui serait anéantie. C'est son renoncement criminel à la pensée qui l'a rendu coupable.



Karel Vereycken

Directeur de publication de *Nouvelle Solidarité*



Ce n'est pas la réalité, c'est du cinéma...

Occupés comme nous le sommes par les forces du fascisme financier, sans doute moins spectaculaire dans ses manifestations que les crimes nazis, n'assistons-nous pas au même type de banalisation ? Posons-nous la question.

Dans un premier temps, gagner de l'argent sans se fatiguer ou, en tout cas, en travaillant le moins possible, n'est-il pas devenu la valeur omniprésente (banale) dans nos sociétés où l'appât du gain, les sports extrêmes et le divertissement personnel prennent le pas sur le travail accompli, la réussite collective et la fraternité ?

Du cinéma aux smartphones en passant par les tablettes, les images et les écrans qui les véhiculent ont permis l'esthétisation et donc la banalisation d'une violence de plus en plus extrême.

Préparant les esprits à la grande boucherie de la guerre de 1914-18, l'artiste italien Marinetti, lorsqu'il écrivait dans *Le Figaro* en 1909, ne faisait rien d'autre que l'apologie de la violence mécanique et virile qui ne tarda pas à se déchaîner à l'échelle du monde : « *Nous voulons glorifier la guerre — seule hygiène du monde—, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles Idées qui tuent, et le mépris de la femme.* »

Arendt décrypte comment, dans le langage, l'usage de clichés diminue la conscience dans l'acte. Il est vrai que la *novlangue* orwellienne a métamorphosé, par exemple, le proxénétisme en « industrie du sexe » (100 milliards de dollars par an) et la prostituée en « actrice porno », dont le viol filmé dans une salle de musée par des « artistes » passera bientôt pour une « mise en situation », en bref, une œuvre d'art contemporain ! Le poète allemand Friedrich Schiller mettait déjà les artistes en garde : « *La dignité de l'homme est remise en vos mains : gardez-la ! Elle tombe avec vous ! Avec vous elle s'élèvera !* »

Eichmann ne faisait que suivre les règles.

Ubérisation du narcotrafic

« *L'infiltration de nos sociétés par les réseaux criminels dépasse toutes les fictions.* » Ainsi s'exprimait, en 2022, la procureure de Paris pour qualifier la situation en France. C'est encore pire en 2024. Le fait que plus de dix millions de Français votent pour le RN s'explique en partie par un narcotrafic de plus en plus présent dans les villes moyennes et petites, où l'État tolère des déserts médicaux (87 % du territoire), supprime des lignes de bus et ferme des commissariats, des bureaux de Poste et des écoles.

Vu du terrain, le trafic de drogue en France affiche une banalisation insupportable qui fait glisser nos sociétés vers la barbarie.

En premier lieu, « l'ubérisation » du trafic de stupéfiants conduit de plus en plus de femmes à se lancer dans une carrière illicite, souvent en tant que convoyeuses, mais parfois aussi à la tête de leur propre affaire. Une part croissante des trafiquants et trafiquantes utilise des messageries chiffrées telles que Telegram, WhatsApp, Signal ou Snapchat pour vendre et livrer la marchandise directement au domicile du consommateurs.

« Si les filles n'hésitent plus à se lancer, c'est surtout à cause de l'ubérisation du trafic, qui peut se faire sans les dangers des points de deal », confirme le procureur de Toulouse, cité par France Info. « Les femmes n'ont plus besoin d'avoir la protection d'un homme sur le terrain : elles peuvent se lancer seules, avec un téléphone, et en étant un peu malignes », abonde une avocate.

« A ces conditions d'entrée facilitées s'ajoute une certaine banalisation de la vente de stupéfiants, et notamment de la cocaïne, devenue la deuxième drogue illicite la plus répandue en France », note France Info. « Beaucoup, y compris les filles, ont l'impression que c'est un commerce comme un autre », souligne le procureur. Le transport, la détention, l'offre, la vente ou l'achat de stupéfiants exposent pourtant à dix ans de prison et 7 500 000 euros d'amende, selon l'article 222-37 du Code pénal.

La plupart de celles qui se lancent dans le trafic y voient l'opportunité d'obtenir un complément de revenu. Certaines ont des fins de mois difficiles, mais toutes ne sont pas forcément en grande précarité. « Je vois arriver pas mal d'affaires impliquant des jeunes femmes bien insérées, qui ont des attaches familiales, sont en couple, qui travaillent ou vont en cours... », témoigne Gaëlle Heux-Tammen, avocate à Lorient.

Mineurs et déjà tueurs

Si la violence dans le crime organisé ne date pas d'hier, elle prend une nouvelle forme avec l'émergence d'une génération de tueurs de plus en plus jeunes, garçons et filles, âgés de 15 à 21 ans. Ces individus sont souvent inconnus des services de police et ne suivent pas les voies habituelles de la délinquance. Recrutés sur les réseaux sociaux, imprégnés de nihilisme et totalement dépourvus d'empathie, ils se lancent directement dans la grande délinquance.

Comme en juillet 2022, lorsque, dans l'espoir d'empêcher une « grosse enveloppe », deux ados (16 et 18 ans),

« Beaucoup, y compris les filles, ont l'impression que c'est un commerce comme un autre. »

téléguidés par des narcos marseillais depuis leur prison, tentent d'abattre à la kalachnikov deux hommes attablés à la terrasse d'un bar du XI^e à Paris. La vie du jeune meurtrier est décrite comme une « trajectoire d'étoile filante » : « Au mois de juin, il loupe le bac, il a besoin d'argent et il trouve sur les réseaux sociaux » des appels à candidature visant à recruter des jeunes disposés à commettre des actes violents.



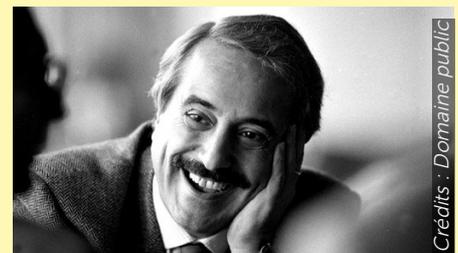
Trafic de drogue, mafia, oligopole financier – Pour la France, c'est vaincre ou périr. Dossier de 114 pages, 14 € frais de port inclus

entre le monde réel et le monde virtuel, notamment à cause de l'exposition à des contenus violents issus de séries et de jeux vidéo, et de la normalisation de la violence sur des réseaux sociaux comme Snapchat. Dans des déclarations troublantes, ces individus affirment ne ressentir aucun regret quant à leurs actes meurtriers, et croient se justifier par le simple fait d'avoir été interpellés. Avec la banalisation du mal, la vie humaine ne représente plus une valeur absolue, ni la leur ni celle des autres. Eichmann n'est pas loin. ■



Fondation Falcone

Saluons ici le travail de la Fondation Falcone, du nom du juge italien assassiné par la mafia en 1992, et de son co-fondateur Maître Roland Sanviti, fondateur du site internet *Justice et Démocratie* (<http://justiceetdemocratie.fr>). Ils ne cessent de mettre en garde contre l'emprise grandissante d'un capitalisme délinquant sur notre pays et nos vies, comme le démontre le fait que l'Union européenne exige d'inclure les revenus du crime dans le calcul de notre PIB ! Leur *credo* depuis 1992 : promouvoir « la culture de la légalité dans la société et en particulier auprès des jeunes. »



Le juge anti-mafia Giovanni Falcone, assassiné le 23 mai 1992 à Palerme dans un attentat commandité par Cosa Nostra.

Crédits : Domaine public

Réaliser de grands projets utiles ou disparaître

| Karel Vereycken

Depuis 1971, année où le président Nixon suspendit la convertibilité du dollar en or, on a vu une finance spéculative et prédatrice consolider sa mainmise sur les grandes institutions financières occidentales (FMI, Banque mondiale, banques centrales), tout en s'efforçant, au nom de l'austérité, d'entraver systématiquement les grands chantiers essentiels à l'économie physique dont dépend notre existence.

Aujourd'hui, une oligarchie de faux-monnayeurs émet de l'argent virtuel à partir d'argent tout aussi virtuel, créant des bulles dépourvues de toute valeur capitaliste en matière de biens ou de services utiles dans la vie réelle. Si leurs opérations sont source de profits financiers considérables pour eux-mêmes, elles n'engendrent aucune richesse pour le commun des mortels. Pire encore, ce n'est pas un jeu à somme nulle, mais un jeu à somme négative. En effet, pour que leur manège continue à tourner sans s'effondrer comme un vulgaire schéma de Ponzi, les détenteurs de ce pseudo-capital doivent, à des moments clés, le transformer en richesses réelles. C'est le moment décrit par Shakespeare dans *Le marchand de Venise*, lorsque l'usurier Shylock exige de son débiteur « une livre de chair » pour honorer sa dette. Cela s'est produit par exemple en 2008, lorsque, pour sauver l'euro, la BCE (et ses actionnaires allemands, britanniques et français) exigea que la Grèce sape les fondements physiques de l'existence de son peuple (écoles, hôpitaux, services publics, retraites), offrant ce sacrifice humain sur l'autel du veau d'or de la finance folle. Aujourd'hui, à moins de suivre nos conseils, le prochain gouvernement français se fracassera sur le « mur de l'argent ». Saura-t-il contourner l'obstacle ?

Ce qui est certain, c'est que pour ce libéralisme-là, monétariste, totalitaire et mangeur d'hommes, l'austérité n'est pas une politique mais un acte de foi. Chaque empire a son rituel de sacrifices auxquels les peuples doivent se soumettre en échange de quelques amusements. Pour divertir ses citoyens, la grande machine de guerres perpétuelles que fut l'Empire romain leur offrait « du pain et des jeux » (olympiques).

C'est au nom de l'austérité budgétaire que les grands projets utiles furent systématiquement dénigrés, annulés et

sabordés. Voilà pourquoi, depuis 1971, nous assistons à la destruction de notre appareil productif (industrie, agriculture, etc.) et de nos services publics (santé, éducation, culture, etc.), engendrant désertification, misère et désespoir.

Dans le tour d'horizon qui suit, nous examinerons quelques grands projets utiles rarement évoqués par nos médias. Nous mettrons également en garde contre un grand projet saoudien, contre-exemple de ce qu'il convient de faire (cf. encadré).

Dans la plupart des cas, ces réalisations n'apportent aucun profit financier, mais ce sont des outils pour une vie plus productive, plus belle et donc plus humaine : de l'eau, de l'énergie, des gains de temps précieux, grâce à des transports plus efficaces permettant à tous de s'émanciper et de s'épanouir. C'est là le but de la véritable économie.

A. Projets européens en France

Alors qu'en Europe, les grands chantiers se font rares, la France en compte plusieurs en cours de réalisation. Cependant, ils sont encore trop souvent soumis à une vision comptable court-termiste, contexte européen oblige. Au mieux, on rend plus efficace ce qui existe déjà, au lieu d'anticiper le siècle à venir :

Grand Paris, 36 milliards d'euros

Il s'agit, en Île-de-France, de doubler le nombre de kilomètres de métro, passant de 200 à 400 km, en favorisant notamment le transport banlieue-banlieue. Si, en soi, le projet répond à des besoins réels dits de « transport du quotidien », il s'inscrit malheureusement dans une logique de métropolisation des grandes agglomérations européennes, mises en concurrence les unes par rapport aux autres par la finance. Faute d'une vraie banque nationale au service de la nation, grandes villes et régions s'endettent en émettant des obligations. Qu'on améliore le transport urbain en Île-de-France est une bonne chose, à condition d'en faire autant dans le reste des territoires où l'on ferme des lignes et où construire des métros est devenu tabou.

Les grands projets n'apportent aucun profit financier, mais ce sont des outils pour une vie plus productive, plus belle et donc plus humaine.

Liaison ferroviaire Lyon-Turin, 26 milliards d'euros

Après avoir trouvé un accord in extremis en janvier dernier, les autorités attendent désormais le feu vert de la Commission européenne pour lancer les trois années d'études d'ingénierie sur les voies d'accès françaises reliant Lyon au tunnel transfrontalier vers Turin. Ce tunnel entre la France et l'Italie (qui deviendra le plus long tunnel ferroviaire du monde, avec 57,5 kilomètres) est quant à lui en cours de construction et devrait être livré en 2032.

Il portera la capacité de fret de 3 à 28,5 millions de tonnes de marchandises transportées par le rail chaque année entre la France et l'Italie. Ce qui reste à étudier, à construire et à financer, ce sont les 120 km le raccordant avec Lyon, dont la réalisation est prévue pour 2045. L'UE prenant en charge une bonne moitié des coûts, l'État, les régions, les agglomérations et les villes, selon le budget et la sensibilité politique de chacun, annoncent quelle part ils veulent, et surtout ils *peuvent* y apporter ! Bref, on ne voit pas encore le bout du tunnel...

La capacité de fret passera de 3 à 28,5 millions de tonnes de marchandises transportées par le rail.

Canal Seine Nord-Europe, 5 milliards d'euros



Avec le canal Seine-Nord, le Bassin parisien aura accès aux grands ports internationaux du nord de l'Europe.

Imaginé au XIXe siècle par Lazare Carnot, à l'époque maire d'Anvers, le chantier du canal Seine-Nord Europe (CSNE) avance. A partir de 2028, il reliera le bassin versant de la Seine, notamment l'agglomération parisienne mais aussi Rouen et Le Havre, avec le réseau fluvial du nord de la France et du Benelux. Pour cela, un canal grand gabarit de 107 km doit relier l'Oise (au niveau de Compiègne) au canal Dunkerque-Escaut (à Aubencheul-au-Bac, dans le Nord). Le

canal sera jalonné de sept écluses, dont une à Montmacq, de 60 ponts routiers et ferroviaires et de 3 ponts-canaux, dont un de 1,3 km franchissant la vallée de la Somme. Quatre plateformes multimodales doivent faciliter le développement d'activités logistiques et industrielles, en synergie avec le canal (l'équivalent de 500 000 poids-lourds/an sur le même axe).

Si de nombreuses études ont tenté d'en démontrer la rentabilité comptable, en se basant sur le « transfert modal » de la route vers le transport fluvial, la rentabilité du CSNE est ailleurs. C'est en désenclavant deux segments du réseau navigable français à grand gabarit, actuellement en impasse, que l'ensemble des infrastructures et des activités gagnera en efficacité. Rien que le chantier du CSNE mobilise déjà plus de 6000 personnes, avec 3000 emplois spécialement créés. À plus long terme, les nouvelles activités économiques développées après la mise en service du canal seront également sources d'emplois locaux.

B. Monde

Egypte, le « Nouveau Delta », 10 milliards de dollars



Egypte, canalisations d'eau du projet Nouveau Delta.

Les défis à relever par l'Égypte sont bien connus : plus de 90 % de sa population (109 millions d'habitants) en pleine croissance vit sur 5 % de son territoire, principalement dans le delta du Nil, région fertile du nord. Mais l'urbanisation grignote les surfaces agricoles. Pour relever le défi, le gouvernement a décidé en 2021 de construire dans le nord-ouest du pays un « fleuve artificiel » de 114 km, pour un coût de 9,7 milliards de dollars. Il s'agit d'un vaste système d'adduction d'eau et d'un programme d'irrigation connu sous le nom de projet « Nouveau Delta ».

L'objectif est d'irriguer 9200 km² (environ la taille de Chypre ou de Porto Rico) de terres dans le désert occidental, ce qui représente une augmentation de 25 % du total des terres cultivées de l'Égypte ou une augmentation de 42 % du delta du Nil. C'est le plus grand programme d'irrigation de l'histoire de l'Égypte !

Les équipes ont achevé la construction de l'usine en 24 mois et 27 millions d'heures de travail, en faisant venir des équipements spécialisés de 14 pays. Compte tenu de l'éloignement extrême du site et de l'importance de la main-d'œuvre (6500 personnes), les responsables du projet ont dû établir un camp à proximité, doté d'un large éventail de commodités.

La station d'épuration d'El Hamman, un investissement de 522 millions de dollars, réalisée par l'autorité militaire, est l'élément clé du dispositif. Inauguré il y a quelques mois, elle se classe désormais comme la plus grande station d'épuration du monde : en surface, elle s'étend sur plus de 320 600 mètres carrés, et en capacité, car elle peut fournir 7,5 millions de m³ d'eau douce par jour, soit 86,8 m³ par seconde !

Elle contribuera à préserver la richesse halieutique en réduisant la pollution des lacs du nord, qui représentent 75 % de la richesse halieutique de l'Égypte. Le plan du Nouveau Delta réduira considérablement sa dépendance à l'égard des importations de céréales. Depuis mars 2022, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a provoqué une flambée mondiale des prix du blé, mettant en difficulté l'Égypte, premier importateur de blé au monde. (La Russie et l'Ukraine lui en avaient en effet fourni 80 % de ses importations en 2021.) L'élevage et la production laitière, les nouvelles industries et la connectivité avec les principaux ports et routes sont inscrits au programme.

Selon le ministre de l'Irrigation, ce projet montre au monde entier que l'Égypte a à cœur de ne pas gaspiller l'eau, « parce qu'elle essaie de tirer profit de chaque goutte en réutilisant, après traitement, les eaux usées agricoles en toute sécurité dans l'agriculture ». A ceux qui se demandent à quoi peuvent bien servir les armées en temps de paix, l'Égypte offre là un magnifique exemple.

Arabie saoudite, un aqueduc deux fois plus long que le Nil, 500 millions de dollars

En 2016, avec son programme « Saudi Vision 2030 », le Royaume saoudien annonça son engagement à bâtir sa propre économie nationale, plutôt que de rester simple producteur de combustibles fossiles, dépendant entièrement des exportations étrangères pour satisfaire ses besoins.

Or, pour désenclaver l'intérieur du pays, il faut y apporter de l'eau. En 2022, l'entreprise d'État qui exploite une trentaine d'usines de dessalement d'eau de mer a produit 2,9 milliards de mètres cubes d'eau dessalée, un record.

Maintenant, il s'agit de distribuer cette ressource sur l'ensemble du territoire grâce à un vaste réseau de canalisations. Les chiffres annoncés pour « l'aqueduc Roi

Le « Nouveau Delta » représente une augmentation de 25 % du total des terres cultivées de l'Égypte ou une augmentation de 42 % du delta du Nil.

Salman », donnent le vertige : 12 000 kilomètres de canalisations, soit deux fois plus que le Nil ! Les conduites, passant sous les villes saoudiennes, s'étendront sur 126 000 kilomètres (trois fois la circonférence de la Terre) pour distribuer 9,4 millions de mètres cubes par jour.

En septembre 2023, le prince héritier a annoncé la création et le financement d'une « Organisation mondiale de l'eau », siégeant à Riyad, afin de coordonner les efforts mondiaux visant à garantir la durabilité de l'eau.

Le parfait contre-exemple

Arabie saoudite : NEOM, la nouvelle Tour de Babel de l'Arabie saoudite, 500 milliards de dollars

La science économique qui sous-tend le projet saoudien « Vision 2030 » est, hélas, contaminée par le monétarisme vert et les mirages du tourisme de luxe.

Le projet de développement urbain NEOM, qui nécessite un investissement de 500 milliards de dollars (contre 20 milliards de dollars pour le « Plan Oasis » de LaRouche [1]), représente la moitié de l'investissement total de Vision 2030. NEOM (du latin *neo*, nouveau, et de l'arabe *mostaqbal*, futur), qui rappelle les projets exotiques de Néron pour Rome, subira fatalement le même sort que la mythique Tour de Babel. Concrètement, NEOM devrait couvrir une zone de 26 500 km², allant de la mer Rouge aux monts Sarawat, le long du golfe d'Aqaba et d'une partie de la frontière jordanienne. L'objectif est d'y accueillir 1,2 million d'habitants d'ici 2030 et 9 millions de résidents et de touristes, principalement aisés, d'ici 2045.



Représentation artistique du projet urbain *The Line*.

Au cœur du NEOM, *The Line*, un projet urbain conçu par le cabinet américain Morphosis Architects. Il s'agit d'une ville futuriste, linéaire et « verticale », un corridor de 170 km à travers le désert, une sorte de double barre de gratte-ciel interconnectés, avec une circulation et des services publics exclusivement au niveau du sol. Cette « ville » verte, mesurant 500 m de haut et 200 m de large, sera neutre en carbone et entièrement alimentée par des énergies prétendent

renouvelables. Alimentés par de nombreuses fermes verticales, les habitants auront tout à portée de main à moins de 5 minutes de marche et disposeront même d'un train à grande vitesse sans conducteur, qui pourra les amener en 20 minutes jusqu'à Trojena, une station de ski construite autour d'un lac, dans les monts Sarawat. Dédicée aux loisirs, elle accueillera les Jeux olympiques asiatiques d'hiver de 2029. A proximité de The Line se dressera Oxagon, gigantesque centre d'innovation et complexe industriel, conçu comme un port automatisé flottant.

NEOM est destiné non pas aux gens ordinaires, mais à l'élite mondiale des affaires, en lui offrant le mode de vie paradisiaque dont elle rêve. Les résidents profiteront du soleil, des merveilleux récifs coralliens de la mer Rouge, de la spéculation par internet et du ski l'après-midi, tout en vivant dans des conditions sanitaires optimales, à l'abri de la pollution et du spectacle répugnant de la pauvreté. Les premiers travaux ont commencé en janvier 2021. Si la Chine hésite à investir dans de telles folies, Bloomberg, pour sa part, s'inquiète à l'idée que seuls 2,4 km seront achevés d'ici 2030, tandis que les officiels prévoient que la petite portion de ville achevée d'ici 2030 ne pourra accueillir que 300 000 habitants.

Afghanistan : la Chine investit pour une nouvelle capitale

Alors que l'Occident voudrait conserver l'Afghanistan comme « un trou noir » de sous-développement où prospèrent l'opium et le terrorisme, les pays des BRICS saisissent toutes les opportunités qu'offre la reconstruction du pays, et pas seulement sur le plan minier.

Pendant des années, c'est l'aide internationale qui a permis à la plupart des Afghans de vivre dans une extrême pauvreté, manquant d'aménagements de première nécessité



[1] Dès 1975, Lyndon LaRouche a proposé le Plan Oasis comme une solution de paix par le développement, afin que l'eau ne soit plus un facteur de conflit entre les différents pays de la région, mais devienne source de coopération entre tous. Voir la version la plus aboutie du projet dans *Nouvelle Solidarité*, juin 2024.

comme l'eau potable, les routes goudronnées et les systèmes d'irrigation pour l'agriculture.

Or, d'après les médias locaux, le gouvernement afghan vient de conclure un accord avec le groupe chinois Chinatown, portant sur la construction d'une ville industrielle dans le district de Deh Sabz, au nord-est de Kaboul. On prévoit d'y implanter 150 usines pour un coût estimé à 216 millions de dollars, avec 13 000 emplois directs et 30 000 emplois indirects à la clé. En 2006, le gouvernement avait choisi Deh Sabz pour y construire Kabul New City (KNC), une nouvelle capitale d'une superficie de 722 kilomètres carrés, pouvant accueillir 4 millions d'habitants. Conçue par les Japonais, il s'agissait de résidences haut de gamme, réservées aux classes aisées. Avec les talibans, le projet a été entièrement revu afin d'offrir des logements accessibles à tous, en ramenant le coût de 80 à 7 milliards de dollars.



Le projet Kabul New City (KNC).

Dans ce cadre, la crise aiguë causée par la dramatique pénurie d'eau à Kaboul doit être résolue d'urgence. L'Iran, la Chine, la Russie et la Turquie sont en lice pour y construire un système d'adduction d'eau de 120 km, acheminant l'eau de la rivière Panjshir de Bazarak à Tarakhel, dans le nord de Kaboul, afin d'alimenter en eau quelque 2 millions de personnes, soit entre un tiers et la moitié de la population de la capitale. ■

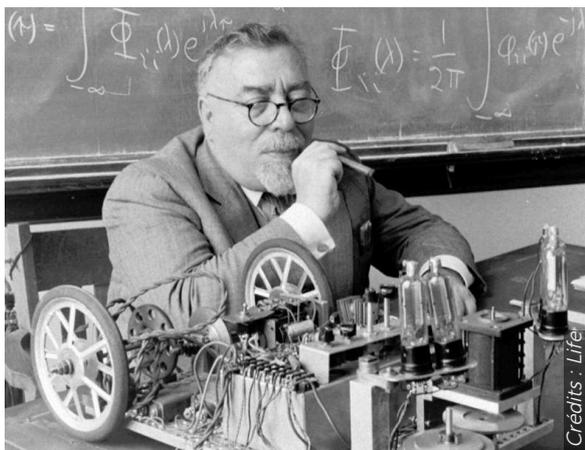
◀ En 2018, nos amis de l'Institut Schiller ont publié ce dossier de référence de 472 pages (actuellement épuisé).

Une version abrégée de 149 pages est disponible, à commander sur :

<https://institutschiller.org/Publications> .

Norbert Wiener, quand l'entropie cognitive mène au capitalisme de surveillance

L'économiste et penseur américain Lyndon LaRouche (1922-2019) affirmait que la méthode LaRouche-Riemann avait eu pour point de départ sa réfutation de la théorie de l'information de Norbert Wiener [1], telle qu'il la développe dans *Cybernétique et Société, l'usage humain des êtres humains* (1950).



Norbert Wiener (1894-1964).

Il me semblait plus que temps, suite à l'arrivée inopinée de cet ouvrage sur la table de mon salon, d'explorer la pensée de Norbert Wiener pour comprendre avec plus d'acuité les enjeux d'une telle critique.

En effet, plus je lisais ce livre, plus je prenais conscience que la critique de LaRouche envers Norbert Wiener débordait du simple cadre de la prévision économique. A travers un ensemble de propos de Norbert Wiener, et en les confrontant aux réponses développées par LaRouche dans ses écrits, nous allons montrer que derrière des principes en apparence scientifiques peut se cacher le fondement de la pensée oligarchique moderne.

L'Humanité selon Norbert Wiener

Pour commencer, rendons à Wiener ce qui est à Wiener. En effet, après Leibniz, il est le premier à regarder l'économie à la lumière de la question énergétique. Malheureusement pour lui, ce sera la seule qualité que nous lui trouverons.

Nous utiliserons les définitions posées par Wiener lui-même dans son ouvrage. Je vous demande de les lire et de méditer sur ces définitions, car le diable se cache souvent dans les détails.

« De même que l'entropie [2] est une mesure de désorganisation, l'information fournie par une série de messages est une mesure d'organisation. En fait, il est possible d'interpréter l'information fournie par un message comme étant essentiellement la valeur négative de son entropie [néguentropie ?] et le logarithme négatif de sa probabilité. C'est-à-dire que plus le message est probable, moins il fournit d'information. Les clichés ou les lieux communs éclairent moins que les grands poèmes. »

Ainsi, Norbert Wiener définit la néguentropie comme étant l'inverse de l'entropie, comme une entropie à rebours. La définition suivante va encore plus loin dans cette direction :

« Au fur et à mesure que l'entropie augmente, l'univers et tous les systèmes clos qui existent en son sein tendent à perdre leurs caractères distinctifs et à aller de l'état le moins probable à l'état le plus probable, à avancer d'un état d'organisation et de différenciation, dans lequel les distinctions et les formes existent, vers un état de chaos uniforme. »

Tel que défini par Wiener, l'état de néguentropie est l'état le moins probable. De plus, il est physiquement « monstrueux », car il remet en cause l'irréversibilité des processus physiques en « remontant » la flèche de l'entropie en sens inverse.

**Pour Wiener,
« les inventions doivent être considérées comme fortuites et accidentelles. »**

Soit dit entre parenthèses, on comprend pourquoi Norbert Wiener considère une néguentropie telle qu'il la définit lui-même comme étant improbable. Fort logiquement, cela le conduit à considérer les



Benjamin Bak

Militant S&P en région parisienne

découvertes scientifiques comme faisant elles-mêmes parties des évènements improbables :

« A un certain niveau, les inventions doivent être presque certainement considérées, dans un certain sens, comme fortuites et accidentelles. Ce sont des évènements trop rares dans un système pour que nous puissions leur appliquer sans défiance des notions comme la probabilité ou la statistique. »

Sans surprise, cela se répercute également dans sa conception de la culture :

« Même dans les grands classiques de l'art et de la littérature, on ne retrouve plus grand-chose de leur valeur informatrice, simplement parce que le public s'est familiarisé avec leur contenu. Un peintre comme Picasso, qui passe par de multiples périodes et par maintes phases, finit par avoir exprimé tout ce que le siècle avait sur le bout de la langue et, en fin de compte, il stérilise l'originalité de ses contemporains et de ses cadets. »

Ne donnons pas trop d'importance à l'idée saugrenue voulant que la réception des classiques serait la même à chaque époque. Il est au contraire évident que chaque époque les accueille différemment, sans oublier que la distance chronologique rend le travail pour les comprendre d'autant plus nécessaire. Cette idée rejoint d'ailleurs le principe de « stérilisation » utilisé dans la dernière citation.

**La créativité
serait-elle une
ressource finie
que l'artiste
conserve
jalousement ?**

Quoi qu'on pense de Picasso, on peut légitimement se demander par quelle sorcellerie il aurait « stérilisé » la créativité de son époque. La créativité serait-elle une ressource finie que l'artiste conserve jalousement dans ses coffres, sans la partager avec le reste de l'humanité ? N'en serait-il pas plutôt le multiplicateur et le plus grand héraut ? Certes, la question se pose légitimement pour Picasso, mais tout de même !

On voit là la faille épistémologique de Wiener : les comportements négentropiques/créateurs étant improbables, ce n'est donc pas la peine de les prendre en compte dans votre analyse.

Appliqué à la société, ce raisonnement peut même aboutir au réflexe de les considérer comme dangereux, et donc de vouloir les restreindre et les contrôler. De ce fait, sur ce point, Wiener est implicitement d'accord avec Aristote, qui, dans son *Traité de l'âme*, fonde le comportement humain non pas sur la créativité, mais sur l'imitation.

Partons de ces définitions de Wiener, et voyons ce que LaRouche a pu soulever comme problème, à partir de ce que nous avons déjà dit.

La « singularité » de LaRouche

Car la méthode développée par LaRouche, en pointant le refus de Wiener de prendre en compte les découvertes créatrices, ne se contente pas de relever une faille minime dans un raisonnement qui serait valable sans cela.

Chez LaRouche, la *négentropie* (qu'il a d'ailleurs rebaptisée « *anti-entropie* » pour éviter de la confondre avec la notion développée par Wiener), manifestée par la créativité en science et en art, n'est ni probable ni improbable, elle est la mesure nécessaire de la survie de la société humaine.

Pour autant, LaRouche a un point d'accord avec Wiener sur le fait que ces phénomènes seraient improbables, non dans le sens de leur rareté, mais de la possibilité de les prévoir par des méthodes statistiques.

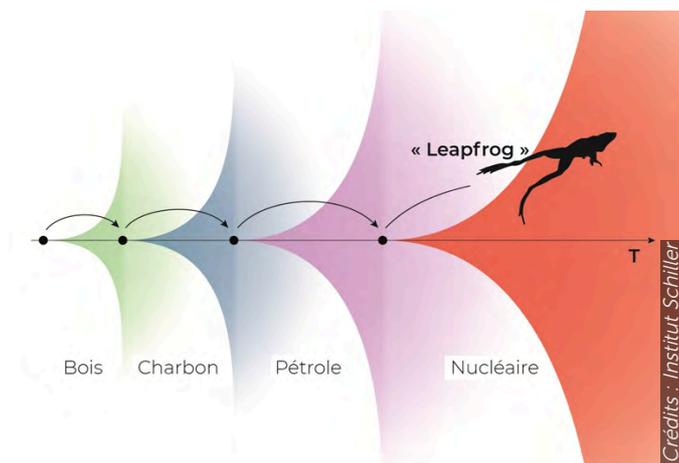


L'économiste et penseur américain Lyndon LaRouche (1922-2019).

En effet, dans la méthode LaRouche-Riemann, chaque acte de découverte créatrice est la transformation du réseau de théorèmes déductifs A en réseau de théorèmes déductifs B. Pour lui, aucun théorème du réseau A n'est cohérent avec aucun autre du réseau B.

Il n'y aucune continuité déductive entre les deux réseaux. Ils sont séparés par un gouffre logique dont les bords ne peuvent être reliés par aucune méthode déductive. Dans le langage de la mathématique formelle, ce gouffre logique porte le nom de « *discontinuité mathématique* » (encore appelé « *singularité* »).

C'est là que se manifeste la limite de Norbert Wiener et de ceux qui utilisent la même méthode. Si on ne peut déduire ce qui se passe après la singularité, de ce qui s'est passé avant, une méthode de prévision statistique ne peut, par essence, prévoir les effets de la singularité (ici l'acte de découverte créatrice). La créativité devient statistiquement improbable, parce les statistiques ne peuvent tout simplement pas en prévoir les effets.



Le progrès n'est pas une affaire de petits pas mais une succession de « sauts de grenouille » (« *leapfrogging* »), passant d'une technologie de rupture à une autre.

A la fin du chapitre 10 de son livre *En défense du sens commun*, intitulé « *Isochronisme, moindre action et paradoxe de Parménide* », LaRouche va jusqu'à définir la néguentropie (ou « anti-entropie ») comme « *l'augmentation de la densité de singularités par intervalle d'action* », expliquant que l'entropie existe bien, mais sous la forme d'une « *néguentropie négative* ».

La notion d'augmentation de la densité de flux énergétique, comme il l'explique dans son *Alors, vous voulez tout savoir sur l'économie ?* permet également de comprendre le principe d'anti-entropie tel qu'il le conçoit.

Les conséquences politiques de la cybernétique

La conception de l'humanité véhiculée par la théorie de l'information de Wiener ne peut être sans conséquence sur le long terme. N'oublions pas que le terme « *cybernétique* » vient lui-même d'un mot grec signifiant « *gouverner* ».

Car de quoi a besoin un système prédictif dans lequel la créativité humaine, au sens où nous l'avons définie plus haut, n'existe pas ? Il a besoin d'accéder à toujours plus de données comportementales. Comment ne pas penser à nos « chers » réseaux sociaux, aux sites d'hébergement vidéo et même tout simplement à nos recherches Google ?

Bien entendu, ce type de modèle sert notamment à prédire les attitudes de consommation, voire à les diriger. Mais il sert également à faire le profil des éléments considérés comme indésirables pour la société, ce qui peut aller du fanatique religieux terroriste au militant politique plus motivé que la moyenne pour renverser les puissants.

Bien évidemment, dans un tel monde, les comportements créateurs, imprévisibles selon les méthodes utilisées, deviennent gênants, car comment contrôler ce qui est imprévisible ? De là à considérer que les actes créateurs sont eux-mêmes le problème, il n'y a qu'un pas que certains services de renseignement franchissent allégrement, classant les personnalités créatrices dans la catégorie « dangereuse », « autoritaire » ou, si l'on pense aux Gilets jaunes, « complotistes ».

Certains services de renseignement classent les personnalités créatrices dans la catégorie « dangereuse », « autoritaire » ou « complotiste ».

Par exemple, une entreprise comme Palantir Technologies, officiellement spécialisée dans l'analyse et la science des données, mettra ses méthodes au service des troubles intérêts de son fondateur, le libertarien Peter Thiel. Palantir a été notamment impliquée dans le scandale Cambridge Analytica, du nom de la firme britannique créée par Steve Bannon pour faire basculer l'opinion publique en faveur de l'élection de Donald Trump en 2016, à l'aide d'algorithmes...

De fait, Norbert Wiener a posé les fondements du néo-féodalisme algorithmique revendiqué par Peter Thiel, s'imaginant en nouveau Lord au-dessus des États eux-mêmes. Ironiquement, Norbert Wiener, de parents socialistes et surveillé après-guerre par le FBI de J. Edgar Hoover pendant le maccarthysme, se serait bien peu reconnu politiquement dans ce néo-féodalisme...

Cette conception féodale de la société et de l'économie est aux antipodes de l'humanisme défendu par le parti politique Solidarité & Progrès.

Notre combat pour un nouveau système économique mondial et pour la souveraineté nationale et populaire rejoint de fait une lutte plus que nécessaire pour la souveraineté intellectuelle et culturelle des individus qui composent la société. ■

Bibliographie

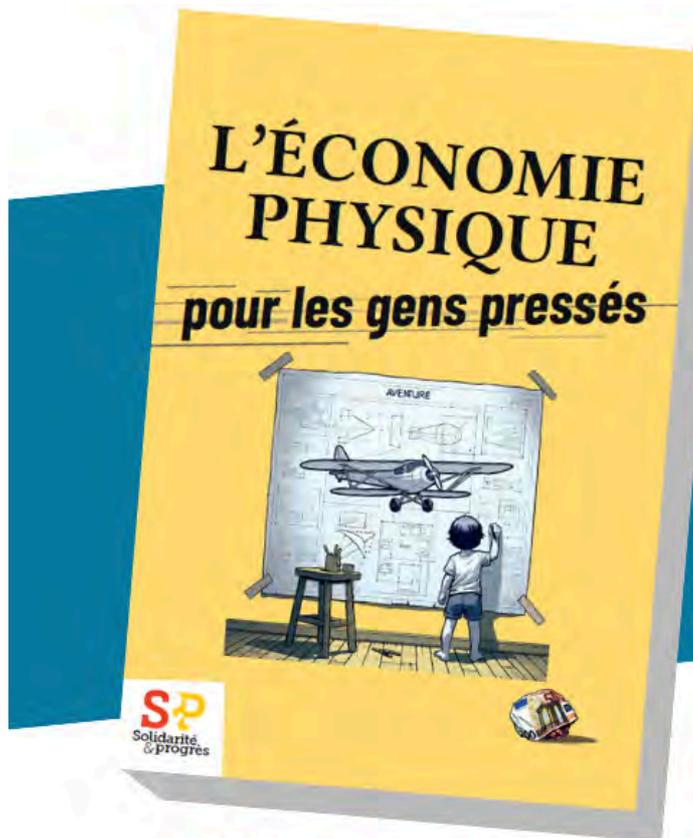
- Norbert Wiener, *Cybernétique et Société, de l'usage humain des êtres humains*, 1950, traduit en français en 1952, Editions Points.
- Lyndon LaRouche, *Alors, vous voulez tout savoir sur l'économie*, 1984, Editions Alcuin.
- Lyndon LaRouche, *En défense du sens commun, ou comment s'affranchir de la pensée logico-déductive*, 1989, Editions Alcuin.

[1] Norbert Wiener (1894-1964), mathématicien américain, est l'un des pères des théories de l'information, des communications et de l'automatique. Il a popularisé sa vision unifiée de ces domaines et de leur implication scientifique et philosophique sous le nom de « cybernétique ».

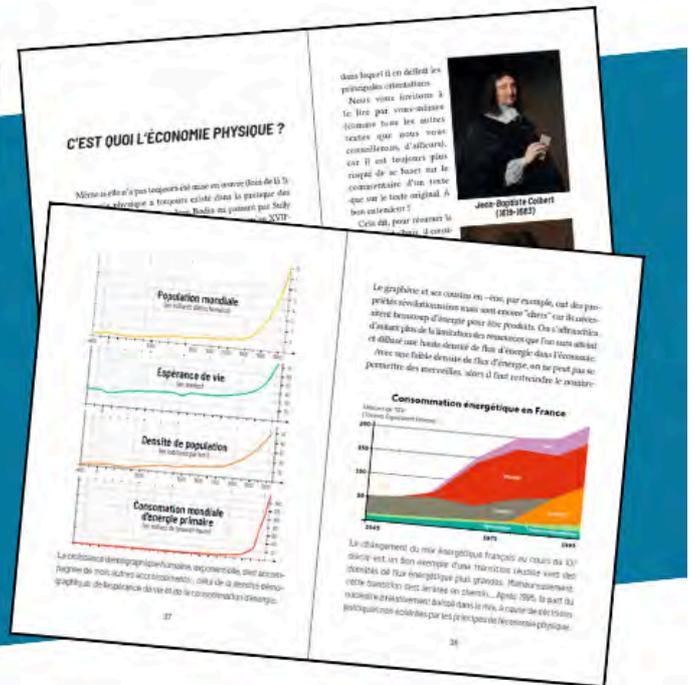
[2] L'entropie est une grandeur physique qui caractérise le degré de désorganisation d'un système. Plus l'entropie du système est élevée, plus grande est la part de l'énergie inutilisable pour l'obtention d'un travail. En théorie de l'information, notamment chez Claude Shannon, l'entropie indique le taux d'incertitude d'une quantité d'information fournie.

A LIRE DE TOUTE URGENCE !

Le livret sur l'économie physique de S&P



99 pages



14€

Frais d'envoi compris

L'économie ?

Pour les libéraux, c'est lutter sans partage.

Pour les marxistes, c'est lutter pour le partage.

Pour nous, c'est s'associer, mobiliser les capacités créatrices de tous et créer l'abondance.

Dans ce livret nous vous proposons de comprendre l'économie physique en moins de 100 pages.

Tout au long de votre lecture, des renvois vers des documents accessibles en ligne vous permettent d'aller plus loin sur chaque sujet.

Rendez-vous sur solidariteetprogres.fr !

Scannez ce QR-code pour commander le dossier ou avoir plus d'informations.

► 5 juin

Antithèse, un média suisse qui se projette sur le temps long, consacre une interview à Jacques Cheminade. Une façon d'en savoir un peu plus sur ses liens avec le penseur américain Lyndon LaRouche, ainsi que sur sa conception de la spiritualité.



◀ 6-8 juin

Saint-Lô, Sainte-Mère-Eglise, Bayeux, Caen. 80e anniversaire du Débarquement de Normandie : deux militants, trois jours d'expédition spéciale, 500 exemplaires de la « Lettre aux élus » distribués, des milliers de visiteurs. Nous n'allions pas laisser la brochette d'officiels internationaux masquer la responsabilité de l'OTAN dans l'escalade actuelle vers une troisième guerre mondiale. Une population convaincue du danger que représente Macron, pour certains, ou Poutine, pour d'autres. Mais pas un quidam qui ait entendu parler des radars d'alerte nucléaire russes ciblés par l'Ukraine les 23 et 26 mai derniers !

► 14 juin

A 17 minutes du coup d'envoi de l'Euro de football, Jacques Cheminade signe un trait d'humour sur X pour aider nos concitoyens à se remettre du choc des résultats aux européennes, parce qu'un bon match ne suffira pas...



Jacques Cheminade @JCheminade

La farce #électorale continue: la carpe #Glucksmann et le lapin #Mélenchon se reniflent avec dégoût, la justice vient au secours d'Eric Ciotti et #Maréchal ne sait plus où nous voilà, alors que #Bardella cherche chez #LaurentAlexandre la recette pour devenir un surhomme. Vite un sursaut dans le monde réel.JC

jcheminade



Jacques Cheminade @JCheminade

Fétons la libération de #JulianAssange. Enfin une bonne nouvelle dans un monde menacé par la guerre! Honte tout de même aux tribunaux qui l'ont contraint à plaider coupable. Bonheur à lui qui retrouvera ses enfants, sa famille et l'#Australie.JC #WikiLeaks #FreeJulianAssange

16:52 AM · 25 juin 2024

jcheminade

▲ 25 juin

Libération de Julian Assange : « Enfin une bonne nouvelle », se réjouit Jacques Cheminade sur les réseaux sociaux.

▼ 2 juillet

Accompagné pour l'occasion de Sébastien Périmony, Jacques Cheminade est invité pour la seconde fois sur le plateau de Mike Borowski, *Géopolitique profonde* (rediffusion en 2 parties : I et II). Les turbulences sur la scène politique française ouvriront-elles la voie à un changement de politique extérieure ? Les interpellations de trois ministres par des militants S&P (voir article n°4) sont mises de l'avant comme exemple du pouvoir citoyen.



▲ 5 juillet

Aux Etats-Unis, notre ami larouchiste Jose Vega (@JosBtrigga), candidat au Congrès contre Ritchie Torres, à New York, dans le Bronx, interpelle le conseiller antichinois de son adversaire politique pour lui rappeler que le danger vient non pas de la Chine, mais bien du complexe militaro-financier américain. Cependant, défendre la paix et la coopération entre les peuples n'est pas sans risques ! « Pour cela, le service de sécurité m'a jeté à terre et a tenté de m'étouffer », témoigne Vega.

Pourtant, la récente percée chinoise (récolte d'échantillons de sol lunaire) devrait faire regretter aux Américains leur loi interdisant à la Nasa toute coopération avec la Chine dans le domaine spatial. Cet auto-sabotage ne rappelle-t-il pas un certain candidat (président sortant) à la tête des Etats-Unis ?



SAMEDI 21 SEPTEMBRE 2024 : TOUS À PARIS !

GRAND RASSEMBLEMENT DE S&P

avec JACQUES CHEMINADE

La rentrée de tous les défis !



Solidarité & Progrès vous invite à son grand événement de rentrée le samedi 21 septembre à Paris au 10, rue des Terres au Curé, dans le 13^e arrondissement.

PROGRAMME

- 10-12 h : Assemblée générale annuelle du parti (réservée aux adhérents à jour de leur cotisation).
 - 14-18 h : grand rassemblement public - Ouvert à toutes et tous, en présence de Jacques Cheminade, président de S&P et de nos invités.
- Débats, discussions et surtout propositions d'actions pour une sortie de crise par le haut.



INSCRIPTION
c'est ici !



Info : 01 76 69 14 50



S'inscrire
à notre infolettre